

**DGST/AR-2022-431
ARRETE DU MAIRE**

Objet : ARRETE MODIFIANT LES CONDITIONS DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

Avenue Georges Politzer - du 16 janvier au 24 février 2023

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

Vu le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

Vu le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1^o-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8^o partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

Considérant que l'entreprise **ENEDIS – 1 rue Thomas Edison – 78280 GUYANCOURT - tél : 01.30.57.81.11** ainsi que l'entreprise **ERTP – 86 rue Voltaire – 93100 MONTREUIL tél : 01.60.87.00.79** doivent réaliser des travaux concernant un raccordement électrique pour le numéro 48 avenue Georges Politzer pour le compte de Enedis ;

Considérant qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

ARRETE

Article 1 : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public avenue Georges Politzer du 16 janvier au 24 février 2023 et à exécuter les travaux de raccordement électrique. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Les entreprises pourront intervenir une fois les autorisations obtenues par le gestionnaire de la voirie Citya immobilier.

Article 3 : Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

Article 4 : Le marquage /piquetage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

Article 5 : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...)

Trappes, la Ville solidaire !

devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

Article 6 : La circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés au droit du chantier exécuté par les entreprises ENEDIS et ERTF suivant les dispositions désignées ci-après.

Article 7 : Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner ainsi qu'un alternat seront imposés :

- Pour la circulation en alternat soit :
 - Par panneaux B15/C18,
 - Manuellement par piquets K10,
 - Par signaux tricolores d'alternat temporaire KR 11,
- Pour le stationnement par panneaux B6a1 ou B6d,
- Pour la sécurisation du chantier des séparateur de type K16,
- Pour l'interdiction de dépasser par panneaux B3/B34.

Article 8 : La vitesse sera limitée à 30 Km/h.

Article 9 : Une tranchée sera réalisée dans les espaces verts entre le 48 avenue Georges Politzer jusqu'à l'angle de la rue Johannes Kepler.

Article 10 : Une tranchée sera réalisée en travers de voirie pour accéder au poste de transformation TP VITTEL situé rue Johannes Kepler.

Article 11 : Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.

Article 12 : La zone de travail devra être sécurisée avec des barrières de type ville de Paris.

Article 13 : Les entreprises procéderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions techniques de Citya Immobilier. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toute modification qui lui semblera utile.

Article 14 : L'entreprise devra mettre en place les moyens nécessaires pour maintenir le chantier et ses abords en parfait état de propreté.

Article 15 : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

Article 16 : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

Article 17 : Les activités de chantier sont **autorisées de 8h30 à 18h00 du lundi au vendredi sauf dimanche et jours fériés.**

Article 18 : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait

sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

Article 19 : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

Article 20 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 20 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes, 22 DEC. 2022

Pierre BASDEVANT
Adjoint au Maire en charge
du développement économique,
de l'ESS et du commerce

